

Rencontre sur le développement et la migration à Oued Zem

Nabil Benabdellah : Fixer des projets SMART et donner un nouvel élan à l'investissement public

Le développement durable est la seule solution aux multiples problèmes auxquels est confrontée la communauté marocaine résidant à l'étranger.

C'est ce qu'a affirmé Nabil Benabdallah, secrétaire général du PPS et ministre de l'habitat et de la politique de la ville, lors de la table ronde organisée, vendredi 1 novembre, à Oued Zem, par l'Organisation marocaine pour le développement, la solidarité et les droits en Italie. Placée sous le thème, «Migration et développement: cas des Marocains d'Italie», la rencontre a été une occasion pour les participants politiques, chercheurs et acteurs associatifs de débattre de la problématique de l'immigration et essayer de voir dans quelle mesure un projet de développement local pourrait être soutenu et par les opéra-

teurs économiques de la région et par les autorités locales, les institutions élus et, dans le cadre de la politique de la ville, comment pousser les autres villes avoisinantes à développer un projet de développement local et assurer une certaine convergence entre les différents ministères, a tenu à proposer le chef du département de l'Habitat. Sans sombrer dans un discours démagogiques, Benabdallah a assuré que l'enjeu crucial pour l'Etat marocain est d'assurer un certain équilibre économique entre les régions et provinces du royaume afin que les zones marginalisées puissent bénéficier de la dynamique du développement et ce conformément à l'esprit et aux dispositions de la nouvelle Constitution.

K.Darfaf
(Suite en P.3)

(Ph : Akil Ahmed Macao)



Rencontre sur le développement et la migration à Oued Zem

Nabil Benabdellah : Fixer des projets SMART et donner un nouvel élan à l'investissement public



Photos : Akil Macao

(Suite de la P 1)

Pour un lobbying local

Pour atteindre un tel objectif, le numéro Un du PPS a mis l'accent sur deux éléments incontournables : l'investissement public et le lobbying local. En d'autres termes, l'Etat et l'ensemble de ses instances, services externes, collectivités locales... doivent mobiliser les ressources matérielles et humaines afin d'assurer un développement local garantissant un meilleur échange commercial entre les villes et rattraper le retard accusé par les zones lointaines et défavorisées. En deuxième lieu, toute action de développement social ne peut se concevoir sans l'implication des partenaires sociaux, en particulier les associations de la société civile, appelant ainsi ces structures à élaborer des projets en bonne et due forme afin de les présenter à qui de droit. Abondant dans le même ordre d'idée, Benabdellah a mis en exergue le rôle rempli par l'Etat afin d'accompagner la communauté marocaine à l'étranger et ce, en développant le maximum d'action possible pour qu'il puisse accompagner cette frange qui représente entre 10 et 15% de la population globale. A cela s'ajoute les diverses institutions dédiées comme la fondation Hassan II, le CCME, ou le département chargé des Marocains résidant à l'étranger... En répondant aux questions des intervenants, le ministre a laissé entendre qu'il ne faut pas attendre du gouvernement plus qu'il ne peut donner. «Les problèmes du Maroc ne datent pas d'aujourd'hui, c'est un cumul de cinquante ans. Mais cela ne signifie point que l'Etat ne cesse de déployer les efforts pour répondre aux multiples attentes des citoyens». «J'appartiens à une école politique pour laquelle l'Etat est l'acteur central de tout projet de développement économique et social».

Par ailleurs, le ministre de l'Habitat et de la politique de la ville a étalé quelques expériences de développement qu'ont connus certaines villes du royaume à l'instar de Tanger, indiquant dans ce sens que la ville de Oued Zem demeure riche de ses potentialités naturelles et humaines, mais malheureusement, l'indicateur du développement ne reflète nullement ses potentialités. Ceci étant dit, il faut mettre en relief ses potentialités, se fixer des objectifs à court, moyen et long termes. C'est-à-dire des projets SMART (spécifiques, mesurables, atteignables, réalistes et temporels) définis dans le temps. Cela doit être accompagné par une bonne gouvernance et une administration qui devrait être un moyen d'attraction des investissements. Le ministre n'a pas omis de se référer au dernier discours de SM le Roi Mohammed VI critiquant vertement le mode de gestion des villes de royaumes, telles Casablanca. Pour lui, plus de 90% de nos cités sont gérées de la même manière par laquelle est gérée la métropole. Cela est dû à plusieurs facteurs, en l'occurrence le boycott des élections, les pratiques frauduleuses qui entachent les élections, l'achat des voix, entre autres.

Désenclaver la ville de Oued Zem

De son côté, Rachida Tahiri, députée du PPS à la première chambre du parlement a axé son intervention sur les problèmes qui guettent les immigrés marocains à l'étranger, tout en appelant à une véritable représentation de cette catégorie dans l'ensemble des institutions de l'Etat. Et de préciser que toute politique publique quelle qu'elle soit doit prendre en considération cette catégorie afin de lui assurer une meilleure protection et l'intégrer dans le tissu économique et social. D'ailleurs, la Constitution souligne dans

son article 16 que l'Etat du Maroc œuvre à la protection des droits et des intérêts légitimes des citoyennes et des citoyens marocains résidant à l'étranger, dans le respect du droit international et des lois en vigueur dans les pays d'accueil... Il est temps que le Parlement agisse pour la mise œuvre de la Constitution, a-t-elle martelé. Qui plus est, le membre du BP du PPS a indiqué que, ces dernières années, le discours autour de la question de l'immigration était unijambiste, car excluant le rôle de la femme. Il s'agit, selon elle, d'une vision traditionaliste qui a largement prévalu et qu'il faut absolument corriger par l'encadrement, la qualification des compétences, en particulier les femmes, et le renforcement de la société civile et son implication en tant que de proposition dans tous les projets de développement local. De son côté, Hamid Bichri, président de l'Organisation marocaine pour le développement, la solidarité et les droits (Italie), a mis l'accent sur la nécessité de désenclavement de la ville de Oued Zem et la faire sortir de l'exclusion et de la marginalisation. Pour ce faire, l'intervenant a appelé à la mise en place des partenariats entre la population locale et les associations des Marocains à l'étranger dans le dessein de créer une nouvelle dynamique d'investissement dans la région dont la jeunesse est conforté à de multiples problèmes, notamment le chômage, qui est sources de tous les maux. Et ce n'est pas tout. Il a, en outre, souligné l'importance de l'élaboration d'une nouvelle vision de développement comprenant tous les acteurs étatiques et locaux afin de développer un programme de développement humain intégré et durable dont les potentialités migrantes seront les chefs de file.

Khalid Darfah